

la conférence développe sans ambiguïté l'idée du fédéralisme : « Les Américains ne pourraient pas comprendre l'attitude d'opposition à l'idée d'une sorte de fédération. » En conclusion, le rapport prend une dimension visionnaire en jetant les bases de la mondialisation : « Une attention insuffisante a été jusqu'ici accordée à la planification à long terme et à l'évolution de l'ordre international (...). Lorsque le temps viendra, notre conception actuelle des affaires du monde devra être étendue à l'ensemble du monde. »

Et si la mondialisation n'était pas un phénomène spontané semblable à une catastrophe naturelle, comme on essaie de nous le faire croire ? Si elle était la réalisation d'un projet politique né aux États-Unis et adopté ensuite par un groupe social convaincu et homogène, avant d'être imposé aux autres pays occidentaux puis au-delà ? Le caractère respectable des motivations originales n'enlève rien à l'aspect peu démocratique de cette stratégie d'influence.

Trois ans après la première réunion du Bilderberg, en 1957, un groupe de six États¹ se réunit. Il en sort un accord qui prévoit la disparition à terme de ce qu'on appelle à l'époque « les barrières douanières ». Ce texte est entré dans l'histoire sous le nom de « traité de Rome ». C'est la base de la maison européenne qui a été construite ce jour-là. Une coïncidence ?

1. Les six États sont : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

7.

Nos chers amis de la CIA

L'université américaine Stanford, à l'entrée de la Silicon Valley, à moins d'une heure de route au sud de San Francisco, est l'une des institutions d'enseignement supérieur les plus réputées au monde. Une « bulle », un « univers autosuffisant », une « université globale », selon ses dirigeants. Plus encore que ses 12 000 places de parking pour deux-roues, que ses 25 médailles obtenues aux Jeux olympiques de Pékin en 2008, ou que les 90 nationalités représentées, Stanford peut s'enorgueillir de ses 130 centres de recherche et des 26 prix Nobel obtenus par son équipe pédagogique depuis sa création.

À quelques pas de la tour Hoover, sorte de minaret central d'une centaine de mètres de haut, la Hoover Institution détient dans ses archives sept boîtes intitulées *ACUE Collection*, un échantillon de l'histoire secrète de l'Europe politique. Fondé en 1948, l'American Committee on United Europe était une organisation privée qui finança des mouvements fédéralistes européens bien avant les traités de Rome. L'ACUE n'avait pas pour seule obsession le décollage économique de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, son objet était également politique : faire barrage à la pression communiste sur l'ouest de l'Europe. Ce cénacle était d'ailleurs clairement une émanation des services secrets améri-

cains. Son président, William J. Donovan, avait dirigé à partir de 1942 l'Office of Strategic Services (OSS), une agence qui disposait de près de 35 000 agents. Inspirateur de la CIA, il est considéré comme « le père de l'Intelligence Service américain ». Le vice-président de l'ACUE ? Allen Dulles, qui avait dirigé le bureau de l'OSS à Berlin, avant de prendre en 1953 la direction de la Central Intelligence Agency pour plus de huit ans.

Quel était le but exact de cette organisation ? Dans l'une des sept boîtes de l'ACUE Collection des archives de Stanford, une déclaration d'intention non datée, mais dont des recoupements permettent d'établir qu'elle remonte à 1950, établit clairement, quoique parfois de manière allusive, les objectifs et les moyens d'action : « L'American Committee on United Europe a été fondé par un groupe de citoyens américains privés qui considèrent qu'un soutien organisé mais officieux du peuple des États-Unis envers l'idéal de l'unité européenne pourrait se révéler un facteur déterminant de la direction que prendra l'Europe dans la seconde moitié du xx^e siècle¹. »

Ce projet est clairement politique. Cinq ans avant les traités de Rome, la déclaration d'intention signée par Donovan, Dulles et les autres énonce un triple projet. *D'un point de vue politique* : « création d'un parlement représentant les États démocratiques et les peuples de l'Europe libre, avec des pouvoirs effectifs de législation » ; *sur le plan économique* : « abolition des quotas douaniers intra-européens et du contrôle des changes » ; enfin, *socialement* : « garantie uniforme des droits de l'homme et création d'une Cour européenne pour les faire respecter ». Il y a plus de soixante ans, l'Europe d'aujourd'hui...

1. A Statement of Purpose, of the American Committee on United Europe.

Au-delà du soutien moral, le comité « accorde un soutien financier absolument nécessaire à des structures travaillant pour l'unité de l'Europe ». À la lecture de ces documents, il apparaît noir sur blanc que cette émanation des services secrets américains a financé le Mouvement européen, rassemblement d'unionistes et de fédéralistes européens fondé en 1948. Les noms des présidents honoraires du Mouvement européen figurent d'ailleurs sur la page de garde du document. Ce sont ceux de quelques pères de l'Europe : Winston Churchill, Alcide De Gasperi, Robert Schuman, Paul-Henri Spaak.

En 1950, Paul-Henri Spaak, ancien chef du gouvernement belge et futur signataire du traité de Rome, prend la présidence du Mouvement. Le 26 février 1951, l'ACUE organise à New York un dîner avec Spaak en *guest star*. Un peu plus d'un an plus tard, le 1^{er} avril 1952, nouveau dîner en l'honneur de Spaak à l'Union Club de New York. Pour l'occasion, une nouvelle déclaration d'intention est rédigée. Extrait du texte : « En soutien de la mission de M. Spaak, l'ACUE sollicite votre adhésion et votre soutien financier¹. » Précision : « Nos membres se sont engagés à verser entre 100 et 2 500 dollars chaque année en faveur de cette tâche. Tous les dons sont déductibles de l'impôt sur le revenu. Quelle que soit votre contribution, elle permettra à nos amis en Europe d'avancer en sachant qu'ils bénéficient du soutien de citoyens privés des États-Unis dans leur combat pour un but historique, les États-Unis d'Europe. »

Le soutien de l'ACUE au projet européen durera jusqu'en 1960, trois ans après le traité de Rome. Douze

1. Dinner to Paul-Henri Spaak, in the interest of American Committee on United Europe, William J. Donovan, presiding, April 1, 1952.

ans en tout, douze ans seulement, mais qui auront changé le monde et l'Europe. Le 20 avril 1960, son président, William C. Foster, qui a pris la succession de Donovan, annonce par écrit au président du Mouvement européen, Robert Schuman, qu'il s'apprête à suspendre les activités du comité et fermer ses bureaux à New York et Paris. En cas de besoin, le comité pourrait être réactivé, mais son œuvre historique est désormais réalisée : « Aujourd'hui, la Communauté européenne, avec ses institutions, la Cour et l'assemblée parlementaire, constitue une réalité¹. » Foster ne manque pas l'occasion de souligner le rôle de son cercle d'influence : « Nous croyons que le progrès de la décennie passée doit beaucoup au travail du Mouvement européen, à ses partenaires nationaux et internationaux et à d'autres organisations privées. Par divers moyens – manifestations publiques, recherche, programmes d'échanges, information, éducation –, ces groupes ont cherché à créer un nouveau climat en Europe. Nous avons eu le privilège de contribuer financièrement et moralement à ce travail. »

Robert Schuman répond dès le 8 mai 1960 au président de l'American Committee on United Europe : « Je ne puis que prendre acte, avec regret, de votre décision de suspendre, dans les tout prochains mois, vos activités². » Mais pour l'ancien ministre des Affaires étrangères qui a prononcé, le 9 mai 1950, la fameuse déclaration considérée comme le discours fondateur de la construction européenne, le processus européen est loin d'être achevé : « Ce sont les raisons pour lesquelles je note avec le plus grand intérêt que la décision que

1. Lettre de William C. Foster, président de l'ACUE, à Robert Schuman, président du Parlement européen, 20 avril 1960.

2. Lettre de Robert Schuman, président du Mouvement européen, à William C. Foster, président de l'ACUE, 8 mai 1960.

vos comité a prise n'est pas de mettre fin à ses activités mais seulement de les suspendre provisoirement. » Schuman prend bien garde d'évoquer les financements du Mouvement européen par l'ACUE, comme l'a fait William C. Foster. Avec l'argent, les Américains n'ont pas nos pudeurs.

Au moment de la suspension des activités de ce lobby qui ne dit pas son nom, son trésorier est John McCloy, un juriste et banquier américain proche des compagnies pétrolières baptisées les « sept sœurs ». Très lié à la famille Rockefeller, ce dirigeant de la Chase Manhattan Bank et du Council on Foreign Relations était un ami personnel de Jean Monnet, considéré comme l'inventeur du projet européen. Conseiller de plusieurs présidents américains, McCloy fut l'un des contacts essentiels de Monnet au sein de l'appareil d'État américain, de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 60. Juste avant de trouver la mort à Dallas le 22 novembre 1963, Kennedy avait attribué aux deux hommes les premières *Presidential Medals of Freedom*. Lors de la cérémonie, le président Johnson prononcerait à propos du père de l'Europe les mots rédigés par son prédécesseur : « Citoyen de France, homme d'État du monde, il a fait de la persuasion et de la raison les forces politiques conduisant l'Europe vers son unité et les nations atlantiques vers un partenariat plus efficace¹. » Mais Monnet ne frayait pas seulement avec McCloy.

Un témoin direct atteste de l'influence de l'ancien vice-président de l'ACUE, Allen Dulles, sur les protagonistes de la construction européenne, au premier rang desquels Monnet. Souvenons-nous que Dulles fut le directeur de la CIA de 1953 à 1961. Ce témoin, c'est Constantin Melnik, conseiller du Premier ministre

1. Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976.

Michel Debré pour la sécurité et le renseignement entre 1959 et 1962.

« *Tout ce que j'ai vu à l'époque à Matignon ne m'a pas paru inspiré par un esprit démocratique¹* », confie l'octogénaire. L'esprit vif, il conserve une mémoire intacte de cette époque : « *Les deux personnes qui ont joué le plus grand rôle en Europe pour financer la politique et les syndicats, c'est Allen Dulles et Irving Brown.* » Un jour, Allen Dulles a demandé un rendez-vous au général de Gaulle. « *Le Général a été furieux et l'a renvoyé vers Debré. Comme Debré ne s'intéressait pas au renseignement, c'est moi qui l'ai reçu. Allen Dulles et moi avons passé des soirées entières à discuter. Dulles me considérait un peu comme son fils spirituel, mais je donnais raison à de Gaulle qui pensait qu'on ne pouvait pas être soumis, même avec bienveillance.* » Car Dulles fut l'un de ces hommes de l'ombre qui s'attiraient les sympathies dans les milieux les plus élevés. Melnik témoigne : « *Dulles estimait avoir sauvé l'Europe à travers les contacts avec les politiques. Et il me citait notamment le rôle de Schuman et Monnet. Oui, Schuman et Monnet avaient des liens avec la CIA.* » Le Général en concevait de l'agacement : « *De Gaulle voulait que les contacts avec la CIA soient concentrés au niveau des services et que les gens de la CIA cessent de voir directement Monnet et Schuman.* »

Dans ses *Mémoires*, Jean Monnet ne cite jamais le prénom d'Allen, mais trois fois le nom de Dulles, car il fut un ami de son frère John Foster Dulles, secrétaire d'État d'Eisenhower entre 1953 et 1959. Monnet avait rencontré John Foster à la fin des années 30, lorsque le futur père de l'Europe travaillait pour la banque américaine Blair and Co., avant de créer la Bancamerica à San Francisco. Dulles était l'un des plus brillants avocats de New York et les deux hommes s'étaient liés d'une

1. Entretien avec Constantin Melnik, 4 janvier 2011.

profonde amitié. C'est l'un des points les plus oubliés de l'extraordinaire carrière de Jean Monnet. Il fut un banquier américain. Cela n'a rien de répréhensible. Mais l'homme a, dès le départ, agi pour placer l'Europe dans la sphère américaine, tout en proclamant sans cesse son indépendance.

C'est cela aussi le spectacle politique.

**CHRISTOPHE DELOIRE
CHRISTOPHE DUBOIS**

CIRCUS POLITICUS

Mesure-t-on véritablement les conséquences du putsch qui a été commis, à notre insu, contre la démocratie ?

Après l'immense succès de *Sexus politicus*, Christophe DeLoire et Christophe Dubois s'attaquent au théâtre d'ombres qu'est devenue la politique française.

Désormais, celle-ci est dominée par la scène européenne mais aussi par des réseaux aussi invisibles que puissants.

S'appuyant sur des documents secrets et des archives inédites, les auteurs dévoilent les coulisses à la fois édifiantes et surprenantes de notre *Circus politicus*, sur fond de crises gouvernementales et de chaos européen.

Une enquête percutante qui démontre que le système politique de l'Europe est entièrement à reconstruire.



01 5297 6
ISBN 978-2-326-23059-7
21,50€

CIRCUS POLITICUS

CHRISTOPHE DELOIRE
CHRISTOPHE DUBOIS

ALBIN
MICHAEL

**CHRISTOPHE DELOIRE
CHRISTOPHE DUBOIS**

CIRCUS POLITICUS